

Evry-Courcouronnes, le

Unité départementale de l'Essonne
Cité Administrative
Boulevard de France
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 05/02/2024

Contexte et constats

Publié sur



TERRA 1 – rue Saint-Eloi 91730 MAUCHAMPS

Code AIOT : 0006520801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement TERRA 1 implanté Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps. L'inspection a été annoncée le 05/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection du 19 juin 2023 a donné lieu à la prise de l'arrêté de mise en demeure n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/185 du 2 octobre 2023 mettant en demeure la société TERRA de respecter les prescriptions applicables pour son établissement situé rue Saint Eloi sur le territoire de la commune de MAUCHAMPS (91730).

La visite a pour but de vérifier les suites données à la visite du 19 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRA 1
- Rue Saint-Eloi Les Poiriers Rouges 91730 Mauchamps
- Code AIOT : 0006520801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bâtiment appartient à la société REX MAUCHAMPS.

Le bâtiment a été construit par le promoteur TERRA 1. La société TERRA 1 exploite le bâtiment.

Le bâtiment est loué à la société ITM LAI (INTERMARCHE).

L'entrepôt logistique comprend 7 cellules : C5, C6, C6a, C9b et C9c, C7 et C8.

Les cellules C6a, C9a et C9c sont réservées aux produits dangereux :

- les aérosols et produits inflammables sont stockés en cellule C6a,
- la soude ou potasse en cellule C9b ou C9b et
- les produits toxiques pour l'environnement en cellule C9b ou C9c.

Le bâtiment logistique comprend également :

- un local chaufferie permettant d'accueillir les chaudières nécessaires au chauffage de l'entrepôt ;
- un local de charge de batteries ;
- un local de maintenance des chariots élévateurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites de l'inspection du 19/06/2023 ;
- Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 02/10/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ^{1 (1)}	Proposition de délais
3	Bureaux dans la cellule C7	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Numérotation des cellules	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
2	Bureaux dans la cellule C5	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.5.1	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier
4	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
5	Intervention des services de secours – Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
6	Intervention des services de secours – Stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

¹ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
7	Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
8	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
9	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
10	Installations de combustion – Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les actions correctives pour lever les non-conformités.

Toutefois, il reste un point de non-conformité relatif aux nouveaux bureaux installés dans la cellule 7. Ces bureaux ne sont pas REI 120. Le bloc bureaux doit être remplacé par un bloc de bureaux de degré coupe-feu REI120.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Numérotation des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

INSPECTION DU 19/06/2023 :

L'inspection constate que la numérotation utilisée par l'exploitant est différente de la numérotation du dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La numérotation de l'exploitation est la suivante :

- Cellule C1 de l'arrêté préfectoral = Cellule C5 pour l'exploitation ;
- Cellule C2 de l'arrêté préfectoral = Cellule C6 pour l'exploitation ;
- Cellule C3 de l'arrêté préfectoral = Cellule C7 pour l'exploitation ;
- Cellule C4 de l'arrêté préfectoral = Cellule C8 pour l'exploitation ;
- Cellule C2a de l'arrêté préfectoral = Cellule C6a pour l'exploitation ;
- Cellule C2b de l'arrêté préfectoral = Cellule C9b pour l'exploitation ;
- Cellule C2c de l'arrêté préfectoral = Cellule C9c pour l'exploitation.

→ Non-conformité : L'exploitant n'exploite pas les installations conformément au dossier de dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation, car l'exploitant utilise une numérotation des cellules différente de la numérotation des cellules du dossier d'autorisation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

*** INSPECTION DU 05/02/2023 ***

L'exploitant indique dans son porter-à-connaissance du 16/11/2023, qu'en raison de l'occupation de l'entrepôt par la société ITM LAI qui exploite également des entrepôts de stockage sur les communes de Marolles (91) et Mauchamps (site voisin « Mauchamps 1 ») avec le même système informatique (infolog) ; les cellules ont été renommées pour éviter les redondances de numéro de cellules dans les systèmes et les confusions. La nouvelle numérotation est la suivante :

Ancienne numérotation → Nouvelle numérotation

Cellule 1 → Cellule 5

Cellule 2 → Cellule 6

Cellule 3 → Cellule 7

Cellule 4 → Cellule 8

Cellule 2a → Cellule 6a

Cellule 2b → Cellule 9b

Cellule 2c → Cellule 9c

Tous les paramétrages informatiques (infolog) et les plans (plan d'évacuation, plan d'intervention, plan de circulation interne, plan de circulation externe, plan ER pompiers...) sont sous cette nouvelle numérotation. L'ensemble du SSI a été labellisé avec cette numérotation, ainsi que les alarmes liées au système d'extinction automatique. L'ensemble des cellules comprend également une identification claire du numéro de cellule.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ de l'autorisation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier • date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>INSPECTION DU 19/06/2023 :</p> <p>L'inspection constate l'installation d'un bloc cellulaire de bureaux dans la cellule C1. Ce bloc est en R+1 (rez-de-chaussée surmonté d'un étage).</p> <p>L'exploitant explique que l'installation de ce bloc de bureaux a été faite après réception du bâtiment par le locataire. Les bureaux sont composés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bureaux en rez-de-chaussée ; - salles de réunions et des bureaux au 1er étage. <p>L'inspection interroge les personnes travaillant dans ces bureaux. Seulement une partie du personnel travaillant dans les bureaux a été interrogée, car une partie était en pause ou absente.</p> <p>Au rez-de-chaussée, il est relevé la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. FIALETOUX, responsable d'exploitation ; M. MORIZOT, responsable des stocks. <p>Au 1er étage, il est relevé la présence de deux personnels de la société d'intérim SYNERGIE, travaillant pour le compte du locataire INTERMARCHE. Les personnes de la société SYNERGIE déclarent que leur travail est du ressort des « Relations humaines » en établissant les fiches de paye et en assurant la gestion administrative des employés intérimaires du site.</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet la mise en place, au sein de la cellule C1, d'un bloc de bureaux comprenant une mezzanine, en apportant les éléments d'appréciation nécessaires dont notamment une analyse de la conformité des modifications par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.</p>

L'exploitant doit apporter, dans un porter-à-connaissance auto-portant, tous les éléments d'appréciation et a minima :

- Descriptif technique du bloc de bureaux comprenant une mezzanine (plan, structure, résistance, degré coupe-feu) ;
- Utilisation des bureaux au rez-de-chaussée, de la mezzanine et des espaces sur plancher haut ;
- Analyse de conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié selon les dispositions applicables aux installations nouvelles, en justifiant en particulier les points suivants :

- * Dispositions constructives (attestation de conformité du degré coupe-feu des parois, des plafonds),

- * Absence de ruine en chaîne de la structure,

- * Évacuation du personnel,

- * Détection incendie sur et sous mezzanine,

- * Moyens d'extinction incendie présents sur et sous mezzanine (extincteurs, sprinkler, RIA...),

- * Système de désenfumage et de cantonnement sur et sous plancher haut.

Dans le cas contraire, la mezzanine doit être retirée.

*** INSPECTION DU 05/02/2023 ***

L'exploitant fournit un porter-à-connaissance en date du 16/11/2023.

Ce porter-à-connaissance a été instruit par courrier du 5/12/2023 (réf. D2023-1201). L'inspection a donné un avis favorable sous réserve du démontage du 1er étage du bloc de bureaux centraux dans la cellule 5.

L'inspection constate que le 1er étage du bloc bureaux de la cellule 5 a été démonté (voir photo ci-après).

→ La non-conformité est levée.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bureaux dans la cellule C7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Bureaux et locaux sociaux

Prescription contrôlée :

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux sont séparés des cellules de stockage par une paroi REI 120.

Ils sont isolés par des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2).

Ils sont isolés par un plafond au moins REI 120. Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120. [...]

Constats :

L'exploitant a déposé un porté-à-connaissance en date du 16/11/2023.

Dans ce porter-à-connaissance, l'exploitant indique qu'il prévoit de réaliser des locaux « en dur » au sein de la cellule 7 avec des murs et des plafonds REI 120. Les portes de communications avec l'entrepôt seront EI 120. Une détection incendie sera mise en place dans les bureaux.

L'exploitant indique que ce projet fera l'objet d'un nouveau porter-à-connaissance.

Dans l'attente de la constructions des locaux "en dur", l'exploitant indique en page 13 du porter-à-connaissance, qu'en attendant la fin de réalisation des travaux et de mettre le site en conformité, les locaux concernés seront provisoirement implantés dans un bungalow coupe-feu 2 h (parois et plafonds) conforme à la réglementation ICPE.

L'inspection constate que dans la cellule C7, un bungalow de bureaux a été installé (voir photo ci-après). Ce bungalow accueille du personnel qui n'est pas lié à l'exploitation des installations. Le bungalow est utilisé par 3 personnes de la société d'intérim SYNERGY.

L'exploitant présente des justificatifs du degré coupe-feu pour ce bungalow. Toutefois, les justificatifs ne démontrent pas que les parois et le plafond haut sont REI 120, et que les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2).

L'exploitant indique que ce bloc est temporaire dans l'attente de la réception d'un nouveau bloc de bureaux qui sera REI 120. Celui-ci sera installé d'ici la fin du mois d'avril 2024.

→ Non-conformités : Le bungalow de bureaux dans la cellule C7 ne possède pas des parois et un plafond haut REI 120. Les portes de communication ne présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2).



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 4.4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Titre 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023

Prescription contrôlée :

[...] Un contrôle sur les rejets dans le réseau d'eaux pluviales est effectué dans les six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 5 ans. Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :**INSPECTION DU 19/06/2023 :**

Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des rejets dans le milieu naturel dans le 1er semestre suivant la mise en service.

***** INSPECTION DU 05/02/2004 *****

L'exploitant fournit le rapport d'analyse des rejets dans le milieu naturel par la société Bureau Véritas en date du 18/08/2023.

Les résultats sont :

- Température = 20,3°C : Conforme ;
- pH = 8,5 : Conforme ;
- DCO 18,1 mg/L : Conforme ;
- DBO5 < 3,00 mg/L : Conforme ;
- MES 5,60 mg/L : Conforme ;
- Hydrocarbures totaux < 0,50 mg/L : Conforme.

L'exploitant n'a pas réalisé un contrôle du rejet des eaux pluviales concernant la teneur en azote global et phosphore total.

L'exploitant fournit le rapport d'analyse des rejets dans le milieu naturel par la société Bureau Véritas en date du 20/01/2024.

Les résultats sont :

- Température = 10,5 °C : Conforme ;
- pH = 7,7 : Conforme ;
- Azote soluble < 0,5 mg/L : Conforme ;
- Phosphore total = 0,086 mg/L : Conforme.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. En l'absence d'un 2ème accès au site, l'accès véhicules légers sert de 2ème entrée au site pour les véhicules poids lourds d'intervention des services de secours et est dimensionné pour recevoir ces véhicules.</p> <p>Les accès au site sont conçus pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p>
Constats : <p>INSPECTION DU 19/06/2023 :</p> <p>L'inspection constate l'accès pour l'intervention des services d'incendie et de secours. Et que par l'absence d'un 2ème accès au site, l'accès des véhicules légers sert de 2ème entrée au site pour les véhicules poids lourds d'intervention des services de secours et est dimensionné pour recevoir ces véhicules. La voie d'accès des services d'incendie et de secours n'est pas matérialisée au sol en faisant apparaître la mention « accès pompiers ».</p> <p>Ce dispositif n'est pas renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p> <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas matérialisé la voie d'accès des services publics d'incendie et de secours au sol en faisant apparaître la mention « accès pompiers » et éventuellement renforcé celle-ci par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».</p> <p>*** INSPECTION DU 05/02/2004 ***</p> <p>L'exploitant a posé 4 panneaux interdisant l'arrêt au niveau de la voie pompiers, et a ajouté 3 marquages « Accès pompiers ».</p>

L'inspection constate la mise en place de la signalisation.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intervention des services de secours – Stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.3.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023

Prescription contrôlée :

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.3.2 du présent chapitre. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie prévu à l'article 7.6.2 ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN.

Constats :

INSPECTION DU 19/06/2023 :

L'audit de recollement réalisé par la société Bureau Veritas du 06/01/2023 atteste de la conformité

du bâtiment à cet article. L'exploitant présente les justificatifs suivants :

- le plan de la voirie en date du 16/11/2021. Le plan présente les aires de stationnement des engins : conforme. Les aires ont une largeur utile minimale de 4 m et une longueur minimale de 8 mètres
La distance par rapport au poteau incendie respectif est inférieure à 5 mètres ;

- l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que la pente des aires de stationnement des engins à proximité des poteaux incendie est comprise entre 2 et 7 % ;

- l'attestation de la société Jean LEFEBVRE du 10/06/2022 certifiant que les aires de stationnement des engins résistent à une charge de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu distant de 3,6 m minimum et présentent une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². Les aires de stationnement des engins sont conformes. Une aire de stationnement située entre le bassin n°3 et le bassin n°1 n'est pas maintenue dégagée car du stockage de poteaux métalliques est présent sur l'aire.

→ Non-conformité : L'exploitant ne maintient pas dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours l'aire de stationnement située entre le bassin n°3 et le bassin n°1.

***** INSPECTION DU 05/02/2004 *****

L'inspection constate que l'aire de stationnement entre le bassin n°3 et le bassin n°1 a été dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses dont les produits d'entretien sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux. Le stockage n'est pas réalisé dans les locaux de charge d'accumulateurs.

Ces dispositions ne sont pas applicables pour les produits en transit dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

INSPECTION DU 19/06/2023 :

Les cellules C2a, C2b et C2c sont réservées aux produits dangereux :

- les aérosols et produits inflammables sont stockés en cellule C2a,
- la soude ou potasse en cellule C2b ou C2c et
- les produits toxiques pour l'environnement en cellule C2c ou C2b.

En termes d'utilisation de rétention, un bassin de confinement étanche et incombustible (commun pour les cellules de produits dangereux C2a/C2b/C2c) servira pour la gestion des déversements accidentels et pour la rétention des eaux d'extinction de ces cellules.

Le dossier d'autorisation mentionne au paragraphe 4.1.1 de l'étude de dangers les mesures organisationnelles suivantes : « Les produits seront étiquetés ; le personnel sera formé au risque chimique ; à l'entrée des cellules pouvant contenir des produits dangereux seront affichées les règles d'incompatibilité ainsi que le rappel du type de produit pouvant être stocké. »

Ces mesures organisationnelles ne sont pas mises en œuvre.

L'exploitant n'a pas affiché les règles d'incompatibilité et n'a pas pu justifier de la gestion de l'incompatibilité des matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie.

L'inspection constate qu'il n'y a pas de stockage dans le local de charge d'accumulateurs.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier que les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule et que si elles sont stockées dans une même cellule une séparation physique entre ces matières permettent d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas mis en place les mesures organisationnelles pour la gestion de l'incompatibilité des produits dangereux énoncés dans l'étude de dangers.

***** INSPECTION DU 05/02/2004 *****

L'exploitant fournit un porter-à-connaissance en date du 16/11/2023.

Dans celui-ci, l'exploitant précise les mesures organisationnelles, à savoir :

- Identification des incompatibilités (notamment des caractères acido-basiques des produits) sur la base Nomeref via les codes ADR des produits,
- Alerte des responsables environnement en cas d'enregistrement de nouveaux produits pour que les risques d'incompatibilités soient identifiés,
- Stockage des produits basiques dans les cellules 6 et 9 et des produits acides dans la cellule 7,
- Affichage des incompatibilités au niveau des portes des cellules,
- Consignes communiquées en cas de casse palettes. Dans ces cas, les collaborateurs doivent alerter les agents d'entretien qui sont formés et équipés (EPI, absorbants) pour collecter les casses susceptibles de contenir des produits dangereux.

De plus, pour éviter les incompatibilités de produits dans la rétention (bassin N°3) plusieurs mesures techniques et organisationnelles sont en place :

- 1 - Signalement de toute casse par le collaborateur responsable ou témoin afin d'éviter que les produits dangereux atteignent le réseau de collecte,
- 2 - Mise en œuvre d'un détecteur de passage de liquide avec report d'alarme ; ainsi même si les écoulements n'ont pas été signalés via les mesures organisationnelles, les mesures techniques en place permettent de le signaler,
- 3 - Collecte et élimination en tant que déchets des liquides présents dans le bassin 3 dans les cas suivants :
 - * Information d'une casse avec écoulement dans le réseau,
 - * Alerte de passage de liquide dans le réseau de drainage des cellules produits dangereux,
 - * Les eaux peuvent éventuellement être évacuées par le réseau EP après analyse et conformité des résultats.

L'inspection constate que le tableau des incompatibilités est affiché à l'entrée des cellules.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 7 – Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Le bâtiment est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>
Constats : <p>INSPECTION DU 19/06/2023 :</p> <p>Installations pour la protection contre la foudre :</p> <ul style="list-style-type: none">- Analyse Risque Foudre (ARF) réalisée par la société RG CONSULTANT en date du 30/03/2022 : Présente ;- Étude Technique Foudre (ETF) réalisée par la société RG CONSULTANT en date du 30/03/2022 : Présente ;- Vérification complète réalisée par la société QUALICONSLT en date du 09/12/2022 : le rapport est absent ;- Carnet de Bord des installations : Absent ;- Registre d'enregistrement des coups de foudre : Absent. <p>→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter :</p> <ul style="list-style-type: none">- le rapport de contrôle de la vérification complète des installations pour la protection contre la foudre ;- le carnet de bord des installations ;- le registre d'enregistrement des coups de foudre.

***** INSPECTION DU 05/02/2004 *****

L'exploitant présente le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre par la société Bureau Veritas en date du 29/08/2023 : Non-conforme.

L'exploitant fournit les justificatifs de levée des non-conformités par la société DEMOUELLE en date du 20/09/2023.

L'exploitant présente :

- le carnet de bord des installations ;
- le registre d'enregistrement des coups de foudre.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 7.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Titre 7 – Prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de défense incendie qui comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des pompes de relevage, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'article ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus à l'article ;
- les mesures particulières en cas d'indisponibilité du sprinkler ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

INSPECTION DU 19/06/2023 :

L'exploitant indique que le plan de défense incendie (PDI) sera inclus dans le plan opérationnel interne (POI) qui est en cours de finalisation. L'exploitant mettra à jour, dans le Plan d'Opération Interne (POI), les contacts DRIEAT à joindre en cas d'incident majeur ou accident :

- Patrick POIRET : Chef de l'Unité départementale de l'Essonne Tél : 01 60 76 34 20 ou 06 64 00 99 61 ;

- Olivier CAPOU : Inspecteur de l'environnement – Unité départementale de l'Essonne Tél : 01 60 76 34 48 ou 07 64 01 74 78 ;

- Astreintes (soir et week-end) : Tél : 06 09 81 13 98.

→ Non-conformité : L'exploitant ne possède pas de plan de défense incendie (PDI). L'exploitant intégrera les contacts de la DRIEAT énoncés ci-dessus.

***** INSPECTION DU 05/02/2004 *****

L'exploitant fournit le Plan d'Opération Interne, dans sa version n°1 d'août 2023. Les coordonnées de la DRIEAT ont bien été intégrées.

→ La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations de combustion – Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2022, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Titre 8 – Installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés. [...]</p>
Constats : <p>INSPECTION DU 19/06/2023 :</p> <p>L'exploitant fournit les rapports de contrôle de la société WEISHAUPPT en date du 10/08/2022. Ces rapports ne vérifient pas l'ensemble des paramètres. Par exemple, les mesures du débit rejeté et des teneurs en poussières ne sont pas présentes. Les rapports n'indiquent pas que la société WEISHAUPPT est un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). → Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter un rapport de contrôle de l'ensemble des paramètres de pollution des installations de combustion, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>*** INSPECTION DU 05/02/2004 ***</p> <p>L'exploitant présente le rapport des mesures des émissions atmosphériques des chaudière n°1 et n°2 par la société Bureau Veritas en date du 3/01/2024. L'ensemble des paramètres mesurés est conforme.</p> <p>→ La non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite